

Bernard Cerquiglioni, Alexandra Monot
30 mars 2004

Faut-il avoir peur des langues régionales ?

Bernard CERQUIGLINI, linguiste, professeur à l'université Paris VII - Denis Diderot, délégué général à la langue française et aux langues de France, Ministère de la Culture et de la Communication.

Gilles Fumey entame la soirée en replaçant l'intervention de Bernard Cerquiglioni dans une perspective historique. L'Edit de Villers-Cotterêts en 1539 valorise le français comme la langue officielle de la France. L'histoire a depuis fait en sorte qu'elle devienne aussi la seule langue de France. Pourtant des langues régionales survivent. Ces dernières années, un débat conflictuel s'est élaboré autour de l'idée de la mort des langues dans le monde et de leur nécessaire maintien. Mais n'est-ce pas le propre d'une langue que de vivre et donc de mourir, ... tout comme les hommes ?

Bernard Cerquiglioni remercie les Cafés géo. de l'avoir invité et de lui permettre d'appartenir à ce groupe de sociabilité, cette société de pensée, dans un beau lieu, sous l'égide de la géographie. Il entend soumettre à notre jugement la nouvelle donne de la politique linguistique de la France, lancée par le précédent gouvernement et développée par le nouveau. La question transcende le paysage politique : faut-il mettre à bas le monolinguisme français ? Bernard Cerquiglioni a la conviction que l'objet de ce débat n'est pas la langue elle-même, mais les représentations liées à la langue. En effet, la langue française se porte bien et même très bien. On n'a jamais autant parlé et écrit en français dans le monde. Sous l'Ancien Régime et le Siècle des Lumières, l'aristocratie européenne parlait le français, désormais ce sont des peuples entiers. Au temps de l'Abbé Grégoire (XVIIIème siècle) on pouvait raisonnablement considérer que 4 millions de personnes parlaient le français, en intégrant les Québécois et les Antillais. Actuellement on dénombre 120 millions de locuteurs natifs et environ 500 000 personnes qui l'apprennent. Le français est par ailleurs demeuré langue internationale depuis le XVIIIème siècle, présente à l'ONU, et c'est l'une des trois langues de la Commission de Bruxelles. Enfin le français possède sa propre institution : la Francophonie. Pourtant, il y a bien un discours du déclin du français attaqué par l'anglais et le parler des banlieues. Ce discours est lié à des représentations massives, puristes, normatives et mélancoliques. C'est une représentation mélancolique liée à une idée répandue selon laquelle la langue française aurait atteint son apogée avec Boileau (XVIIème siècle) ; depuis ce serait le déclin. La réalité est tout autre : le français est riche de sa diversité et en plein essor. Il faut être bienveillant avec l'évolution d'une langue vivante. De plus, la conception française du langage est monolingviste : une langue unique voire unitaire. Les accents font rire, tout changement grammatical entraîne des débats houleux comme la féminisation des noms de métiers : la langue est strictement normée. Cette représentation est massive : certains académiciens s'en prennent aux langues régionales.

Comment s'est faite cette construction sur une langue au point d'oublier le multilinguisme originel ?

Au niveau psychanalytique, on peut considérer que depuis le Moyen Age, les érudits ont toujours souhaité être les meilleurs élèves du latin, la France étant la sœur aînée de l'Eglise.

Mais le latin a donné naissance à deux langues distinctes en France, le français et l'occitan, sans compter que le latin a évolué entre la période romaine et le Moyen Age. S'est alors développée l'idée que le latin avait trahi le français, qu'il fallait éliminer l'occitan et épurer le français. L'autre linguistique est devenu un rival, un adversaire à combattre et à abattre. Au niveau historique, on peut établir un lien étroit entre la langue, l'Etat et le français, lien construit dans le temps autour d'événements clés, Villers-Cotterêts, Valmy qui ont abouti à forger un triptyque indissociable : langue - Etat - nation. Deux crises politiques majeures renforcent la création d'une langue unique et unitaire aux dépens des autres langues. La première est la Révolution, qui de 1789 à juillet 1793 reconnaît le plurilinguisme (les textes officiels sont traduits dans les langues vernaculaires, avec des bureaux de traduction à Toulouse, Strasbourg et Paris), mais la guerre aux frontières et la Terreur obligent à modifier la politique linguistique. Les langues des régions frontières sont jugées traîtres (cf. le rapport Barère) comme le corse, l'alsacien, le basque. Pour la Terreur, celui qui parle une autre langue que le français est forcément un espion. Dès lors, si le peuple ne comprend pas les lois, il faut le former au français. Un décret de 1793 oblige l'ouverture dans chaque village d'une école tenue "par un instituteur de langue française" qui est là pour instituer la langue. La seconde crise est la perte de l'Alsace - Moselle qui conduit à la nécessaire reconstruction d'une nation sur une France amoindrie. Cette reconstruction s'établit sur la langue, le savoir et le progrès. L'école de Jules Ferry ne forme pas que des citoyens, elle forme aussi les Hussards de la République qui doivent expulser leur langue maternelle dans l'école normale départementale, ce qui équivaut à une purification linguistique. Beaucoup d'entre eux, au soir de leur vie, se mettront à publier des contes populaires, à revenir à leurs racines. La République a hérité du trépied langue - Etat - nation et de l'idée que l'on est citoyen au moyen de la maîtrise d'une langue aux dépens des autres.

Quelle est la nouvelle donne actuelle ?

Le bilan est fait d'une politique linguistique monoglocite. Il faut désormais réévaluer la situation. Il y a d'autres langues parlées en France mais personne ne semble s'en rendre vraiment compte. Pourtant on connaît tous des gens qui parlaient ou parlent une autre langue ou dont les parents parlaient une autre langue, ne serait ce que par les langues régionales, l'immigration ou l'ouverture sur le monde. Une liste des langues reconnues par la France, qui ne comprend aucune langue reconnue par d'autres Etats ni de langues de l'immigration récente, a été élaborée en vue de la signature d'une Charte des langues minoritaires européennes. L'Allemagne a reconnu 7 langues régionales, comme la Croatie (qui a reconnu le Serbe, alors que c'est la même langue que le Croate). Le rapport français propose de reconnaître pas moins de 76 langues, car la France ce sont aussi les DOM-TOM, dont la Nouvelle -Calédonie qui a elle seule représente 29 langues et la Guyane 12 langues (dont 6 ou 7 langues amérindiennes). La France a oublié qu'elle a un passé colonial, or elle possède des citoyens qui parlent des langues qui n'ont même jamais été décrites, comme le Palikur, 700 locuteurs, l'Arawak, 900 locuteurs en Guyane. Il y a 5 à 6 ans à peine que le recteur de Guyane s'est rendu compte que, pour la plupart des Guyanais, le français est une langue étrangère.

Nous avons un patrimoine inconnu de nous. Mais en France, la situation est semblable : 30 langues s'y côtoient : le breton, le flamand, le francique ou Platt (65 000 locuteurs dans la région de Sarreguemines), l'alsacien, le picard (chti), le lorrain, le champenois, ... Or, dans les régions transfrontalières, ce bilinguisme est une richesse. Depuis Prosper Mérimée, nous avons pu concevoir la sauvegarde d'un patrimoine matériel, renforcé et reconnu par la loi Malraux, mais qu'en est-il des langues comme patrimoine immatériel à sauver ?

On pourrait adopter un point de vue écologique : il faut sauver les langues mortes en

enregistrant les personnes âgées qui les parlent encore et en numérisant les données afin de les conserver. D'autres peuvent encore être sauvées. Car la mort d'une langue s'accompagne bien souvent de la disparition de traditions et d'une perte de culture.

D'un point de vue politique, on peut trouver des raisons nobles au sauvetage des langues régionales. Au plan européen et international, les Français se battent pour sauver le plurilinguisme dans les institutions et notamment pour que le français reste une langue officielle pour le bien de la démocratie. Il faut que les représentants de chaque pays européen parlent leur langue d'origine pour être compris de leurs électeurs et donc pour la démocratie. Ce plurilinguisme européen ne coûte que 2 euros par européen et par an, avec l'élargissement à 25, cette somme montera à 3 euros, alors que chaque vache européenne coûte 2 euros par européen mais par jour ! Reconnaissons que la France possède un patrimoine culturel linguistique. Si nous sommes si attachés au plurilinguisme européen et international, pourquoi ne pas le reconnaître en France : ce principe ne s'arrête pas aux frontières, il faut être cohérent. Mais on peut aussi développer des raisons internes au sauvetage. Les nombreuses langues de France, surtout dans les zones frontalières, qui sont des lieux de passage et de grande vitalité, permettent de faire du commerce avec les pays voisins, voire avec l'Afrique du Nord (cas du berbère) et de développer des liens économiques transfrontaliers, comme le basque, le catalan, l'occitan. Il y a donc un réel intérêt économique au maintien du plurilinguisme en France.

Que faire ?

Il faut d'abord commencer par combattre l'automépris du "je parle patois". Connaître une autre langue que le français, c'est avoir un potentiel à exploiter. Être un européen, c'est être capable de comprendre les autres langues afin que chacun puisse parler dans sa langue car c'est encore ainsi qu'on s'exprime le mieux.

Il faut ensuite former les jeunes au multilinguisme. Or nous avons une chance extraordinaire : le multilinguisme existe en France depuis des siècles. Selon l'avis partagé par de nombreuses personnes, tous les pays francophones sont plurilingues sauf la France et Monaco. Mais c'est faux. Face aux Etats-Unis monophones, c'est un progrès que d'avoir toutes ces langues.

Débat :

Le débat a été animé et a duré bien au delà de 22 heures. Il a permis un certain nombre de remarques, mais aussi des témoignages sur la question du plurilinguisme.

Michel Sivignon est le premier à lancé le débat. Il n'est pas sûr du bien fondé des anachronismes : juger le XIXème siècle aujourd'hui est facile, mais à l'époque l'important était de se faire comprendre de tous dans la même langue. Relisons *Le Tour de France de deux enfants*. De plus, la langue commune comprise de tous est indispensable à une démocratie. Prenons l'exemple de Sékou Touré : il refuse l'entrée de la Guinée dans la Communauté française au moment de l'indépendance en 1958 et favorise les langues locales avec une langue commune, le français. A sa mort en 1984, une des premières revendications du peuple est la fin des langues locales car contraires à la démocratie. La Yougoslavie est un pays démocratique pourtant les postes officiels sont en serbo-croate : quelle est la place des autres (slovaque,...) ? Ne serait-ce pas un luxe que d'avoir toutes ces langues et les étudier ?

Bernard Cerquiglini ne compte pas faire éclater l'unicité linguistique. Le français doit rester la langue obligatoire en tout lieu. Mais il faut dépasser l'exclusivité car nous avons besoin d'avoir une maîtrise du français allié à une autre langue. Peut-on apprendre le français en étant

bilingue ? Non seulement on le peut, mais aussi on le doit. On maîtrise mieux la langue si on maîtrise sa langue maternelle. Le français étant devenu universel dans notre pays, il importe d'autant plus de faire revivre les langues de France.

Madame Giraud apporte son témoignage personnel. En Iran, il y a, comme en France, un jacobinisme envers les langues régionales. Quand elle est entrée à l'école, elle s'est retrouvée confrontée à deux langues étrangères. Son école pratiquait le bilinguisme avec le persan et le français, alors que sa langue maternelle était le turco-assyrien, étant originaire d'Azerbaïdjan. Or deux de ces langues sont très éloignées : le persan est indo-européen, alors que le turco-assyrien est une langue ouralo-altaïque.

Bernard Cerquiglini précise que, jusque 8 - 9 ans, les fonctions cérébrales permettent la maîtrise d'une dizaine de langues. L'unilinguisme est la chose la plus rare au monde. Nous avons une conception de clocher de la langue régionale avec une tendance à faire de la micro réalité : chaque famille parlerait sa propre langue. Il faut dépasser cela : il vaut mieux parler de *langues de France* plutôt que de *langues régionales* car certaines langues n'ont pas de territoire comme le yiddish. Les langues n'appartiennent pas aux régions mais au patrimoine national. On parle autant créole en Ile-de-France qu'aux Antilles. Une motte de terre ne parle pas, les hommes si, or ils se déplacent : les langues sont nomades. Il faut prouver que les langues sont vivantes par la création d'œuvres universelles (films, opéras, littérature) et éviter l'enfermement sur le clocher. Les langues doivent servir à s'ouvrir au monde et non à s'enfermer.

Armand Frémont, avec sa pratique de recteur, se demande si on n'est pas dans une utopie certes généreuse, mais une utopie quand même. Si il conçoit qu'il faut le français pour tous avec une série de langues, il craint que ce ne soit au profit de l'anglais qui s'installe comme langue universelle. Il suffit de regarder l'obsession qu'ont les parents à vouloir faire apprendre l'anglais à leur enfants (à l'école primaire, 92% des élèves apprennent l'anglais). Il faut resituer le français dans le contexte de la mondialisation dans laquelle l'anglais est la langue maîtresse. L'enseignement doit prendre en compte le français, l'anglais, la langue régionale et en plus une autre langue européenne (allemand, italien, espagnol, portugais,...). Donc on peut tabler sur 3 ou 4 langues. Il a bien compris qu'avant 8 - 9 ans cela va tout seul, sauf que l'enseignement des langues ne commence qu'au CM2, donc après ce seuil d'âge. Or l'enseignement des langues s'avère laborieux et coûteux. Est-ce que pour les esprits moyens, au milieu de toutes les matières à assimiler, l'apprentissage de 3 ou 4 langues n'est pas quelque chose de très lourd et d'illusoire ? Il est prêt à adhérer à l'utopie, mais il reste un réaliste !

Bernard Cerquiglini revient sur le problème de l'unilinguisme anglophone. Beaucoup de parents croient que l'apprentissage des langues étrangères se réduit à l'étude de l'anglais. C'est contre cela qu'il faut lutter, car alors on passe d'un monolinguisme à un autre. Il convient de développer le plurilinguisme en le cultivant quand il existe. De plus, au sein de l'Union européenne, la maîtrise de l'allemand s'avère très intéressante car l'Allemagne est le premier partenaire commercial de la France. Il faudrait que l'anglais soit obligatoire mais en 2ème ou 3ème langue et non en première langue étrangère.

Olivier Milhaud s'interroge sur ce débat. Nous luttons contre le monolinguisme anglais, mais au profit de l'espagnol, de l'allemand, du portugais. N'est-ce pas là le maintien d'une volonté impérialiste de grands pays ?

Bernard Cerquiglini prend l'exemple des pays scandinaves qui dans leur politique linguistique n'ont pas que l'anglais, que pourtant tous les Scandinaves maîtrisent, ils développent aussi le Scandinave qui est un parler qui regroupe le savoir que chacun a de la langue de l'autre et qui leur permet de se comprendre entre eux. Bernard Cerquiglini est convaincu que la langue française est la dernière religion d'Etat. Il faut devenir laïc en matière de langue.

Gilles Fumey replace le français dans le cadre de la mondialisation comme une langue régionale qu'il faut défendre. Bernard Cerquiglini affirme qu'il faut continuer de défendre la langue française, avec ses 120 millions de locuteurs, mais aussi telle qu'elle est : ambitieuse, messianique (avec l'Académie française, le ministère de la Francophonie, de nombreux organismes). La défense de la langue française est un vieux thème. Bernard Cerquiglini conclut en affirmant qu'il faut continuer à rendre le français désirable : c'est une langue sur laquelle le soleil ne se couche pas. En modernisant la politique en sa faveur, on rétablit l'ambition du français.

Indications bibliographiques :

- Sous la direction de Bernard Cerquiglini, *Les langues de France*, éditions PUF, 2003, 446 p.
- Revue Hérodote, *Langues et territoires*, n°105, 2002.
- Revue Sciences Humaines, "*La disparition des langues*", janvier 2004, n°145, pp. 40-41.
- Article de Bernard Cerquiglini, "*Le français, religion d'Etat ?*", Le Monde, 26 novembre 2003, p. 17

Sur le site des cafés géo :

- [Atlas des langues du monde \(Roland Breton\)](#)

Compte rendu : Alexandra Monot